



**Arrêté préfectoral complémentaire  
Changement d'exploitant  
Lorraine Fonderie à Villers-la-Montagne**

N° 2022-1661

**LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**  
Chevalier de la légion d'Honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45, R.181-46 et R. 516-1 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°20130192 du 12 juin 2014 autorisant la société FVM TECHNOLOGIES à exploiter une installation de fabrication de pièces en aluminium pour l'automobile ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°20172054 du 22 décembre 2017 autorisant la société JINJIANG FVM à reprendre et poursuivre les activités industrielles en lieu et place de la société FVM TECHNOLOGIES ;

**Vu** la demande de changement d'exploitant en date du 30 novembre 2022 complétée le 31 janvier 2023, présentée par la société Lorraine Fonderie, dont le siège social est situé 13 Avenue Olivier d'Ormesson – 94490 Ormesson-sur-Marne, en application de l'article R. 516-1 susvisé ;

**Vu** les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant annexés à la demande ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 14 février 2023;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral adressé le 16 février 2023 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles ;

**Considérant** que l'exploitant a indiqué par message électronique en date du 27 février 2023 qu'il n'avait pas d'observation à formuler sur le projet d'arrêté précité ;

**Sur** proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ,

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup> : Abrogation**

L'arrêté préfectoral complémentaire n° 20172054 du 22 décembre 2017 est abrogé.

## **Article 2 : Changement d'exploitant**

Les dispositions de l'article 1.1.1 de l'arrêté préfectoral n°20130192 du 12 juin 2014 susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« La société Lorraine Fonderie, dont le siège social est situé 13 Avenue Olivier d'Ormesson – 94490 Ormesson-sur-Marne, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter l'installation de fabrication de pièces en aluminium pour l'automobile située Avenue Jean Monnet – 54920 Villers-la-Montagne. »

## **Article 3 : Garanties financières**

Les dispositions de l'article 1.8.1 de l'arrêté préfectoral n°20130192 du 12 juin 2014 susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Le montant total des garanties financières au titre de l'alinéa 5° de l'article R.516-2 du code de l'environnement est de 195 876 euros TTC.

Dans un délai de 8 jours à compter de la notification du présent arrêté, la société Lorraine Fonderie est tenue de transmettre à M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle l'attestation définitive de constitution des garanties financières.

Cette attestation des garanties financières est établie pour un montant de 195 876 euros TTC, selon le modèle fixé par l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières. »

## **Article 4 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au Tribunal Administratif de Nancy :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la présente décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## **Article 5 : Exécution de l'arrêté**

Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de val-de-Briey et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargées, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société Lorraine Fonderie

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de Villers-la-Montagne

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

Nancy le

Le Préfet,

Pour le préfet  
et par délégation,  
le secrétaire général



Julien LE GOFF